

11° geschoolde adjunct, schaal D3	graad van niveau D schalen DA2 en DT2 met een niveauanciënniteit lager dan 15 jaar; schalen DA1 en DT1 met een niveauanciënniteit hoger dan of gelijk aan 5 jaar.
12° adjunct, schaal D4	graad van niveau D Schalen DA1, DT1 met een niveauanciënniteit lager dan 5 jaar.

Art. 2. Artikel 3, lid 2, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende zin:

"Als het resultaat negatief is, is de ranganciënniteit gelijk aan nul."

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 december 2013.

Art. 4. De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203369]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant, dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, les dispositions relatives aux associations de santé intégrée

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 419 à 433;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de la Commission wallonne de la Santé, donné le 20 décembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 novembre 2013;

Vu l'avis n° 55.887/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, deuxième partie, Livre 7, Titre 1^{er}, chapitre 2, il est inséré une section 1^{re}/1, comportant les articles 1533/1 et 1533/2, rédigée comme suit :

« Section 1^{re}/1. — Programmation.

Art. 1533/1. La programmation est établie le 1^{er} janvier de chaque année, pour les associations ayant introduit, au 1^{er} août de l'année qui la précède, une demande d'agrément complète conformément aux articles 1534 et 1534/1, § 1^{er}.

Le nombre d'associations qui peuvent être agréées sur base de la programmation est déterminé en fonction du budget disponible pour l'année en cours.

Art. 1533/2. § 1^{er}. Lorsque le nombre de demandes d'agrément est plus élevé que le nombre d'associations déterminé à l'article 1533/1, alinéa 2, les associations sont départagées en fonction des critères énumérés selon l'ordre de priorité suivant :

1^o l'association qui exerce son activité sur une commune dont le taux de couverture par les associations de santé intégrées agréées est inférieur à 15 pour cent de la population, étant entendu qu'une commune dont le taux de couverture est supérieur ou égal à 15 pour cent est considérée comme ayant atteint la programmation;

2^o l'association qui exerce son activité, cumulativement :

a) sur une zone à délimitation géographique spécifique où l'état de l'offre en médecine générale est déficitaire, conformément à la liste actualisée par l'INAMI en application de l'arrêté royal du 23 mars 2012 portant création d'un fonds d'impulsion pour la médecine générale et fixant ses modalités de fonctionnement;

b) sur une commune où l'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux, en abrégé « ISADF », défini par l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique, en abrégé « IWEPS », conformément à l'article 3 du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, est supérieur à la moyenne.

§ 2. Si, après application des critères définis au paragraphe premier, deux ou plusieurs associations ne peuvent pas être départagées, la priorité est donnée à l'association qui exerce son activité sur la commune où l'indicateur visé au paragraphe 1^{er}, b, est le plus élevé.

§ 3. Toute demande d'agrément complète, introduite par une association n'ayant pas été retenue lors de la programmation de l'année, est automatiquement prise en compte lors de l'application des critères de programmation visés au paragraphe 1^{er} de l'année qui suit, moyennant l'actualisation des données la composant. ».

Art. 3. L'article 1534 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1534. La demande d'agrément est introduite par l'association auprès de l'Administration par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

La demande comprend les documents suivants:

1° un questionnaire, établi par l'Administration et complété par l'association, et reprenant au minimum :

- a) le numéro d'entreprise octroyé à la suite du dépôt des statuts ou de la décision de l'autorité publique de créer l'association de santé intégrée;
- b) la liste des membres du comité de gestion, ainsi que leur qualité lorsqu'il s'agit d'une association créée sur l'initiative d'une autorité publique;
- c) le secteur desservi par l'association, le nom des communes comprises en tout ou en partie, ainsi que le nombre d'habitants concernés;
- d) les jours et heures d'ouverture de l'association;
- e) les noms, titres, diplômes et fonctions de chaque membre de l'équipe pluridisciplinaire;
- f) les horaires d'activités de chaque membre de l'équipe pluridisciplinaire;
- g) un descriptif de l'outil de liaison;
- h) un plan indiquant l'affectation et la destination des locaux;
- i) une copie du contrat d'évacuation des déchets B2;
- j) une copie du rapport des pompiers faisant état d'un avis favorable au développement de l'activité dans les locaux;
- k) les conditions financières d'accès aux soins et aux services de l'association;
- l) les modalités d'organisation des gardes durant la semaine, les week-ends et les jours fériés, en ce compris les modalités de contact de la garde;

2° le plan d'actions visé à l'article 423, §§ 2 et 5, du Code et à l'article 1545. ».

Art. 4. Dans le même Code, il est inséré un article 1534/1 rédigé comme suit :

« Art. 1534/1. § 1^{er}. L'Administration accuse réception de la demande d'agrément dans un délai de quinze jours à dater de la réception du dossier.

Si le dossier est incomplet, l'Administration réclame les documents manquants dans un délai de dix jours à dater de sa réception.

Si, le 1^{er} septembre au plus tard, l'association n'a pas complété sa demande, celle-ci est jugée irrecevable.

L'Administration émet un avis sur la demande d'agrément qu'elle transmet à l'association pour le 30 octobre.

L'association remet ses observations à l'Administration pour le 15 novembre.

L'Administration transmet au ministre le dossier complet, accompagné de son avis et des observations éventuelles de l'association pour le 30 novembre.

Le Ministre statue sur les demandes d'agrément au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

§ 2. L'Administration organise, conformément aux articles 1546 et 1547, une inspection visant à évaluer de manière participative le plan d'actions de l'association dans un délai de trois ans à dater de l'octroi de l'agrément.

Les conclusions de l'inspection sont transmises dans les trois mois de l'inspection au pouvoir organisateur, qui dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir ses observations.

Si l'inspection constate un manquement aux normes, elle applique, le cas échéant, les procédures visées aux articles 1548, 1549 et 1550. ».

Art. 5. § 1^{er}. A l'article 1535 du même Code, les mots « énoncés au paragraphe précédent » sont remplacés par « énoncés à l'article 1534 ».

§ 2. Au même article, les mots « de l'agrément provisoire ou » sont abrogés.

Art. 6. Les articles 1536 et 1537 du même Code sont abrogés.

Art. 7. L'article 1538 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1538. La décision relative à l'agrément spécifie le siège d'activité principal, le cas échéant, les autres sièges d'activités, et le secteur desservi. ».

Art. 8. Dans le même Code, il est inséré, à la suite de l'article 1538, un article 1538/1 rédigé comme suit :

« Art. 1538/1. Le Ministre transmet au Gouvernement, tous les cinq ans à dater de la première programmation, un état des lieux de la programmation et des associations agréées. ».

Art. 9. A l'article 1548, alinéa 2, du même Code, les mots « ou d'agrément provisoire » sont supprimés.

Art. 10. A l'article 1550 du même Code, les mots « ou de l'agrément provisoire » sont abrogés.

Art. 11. Dans le même Code, il est inséré un article 1553/1 rédigé comme suit :

« Art. 1553/1. Pour couvrir les frais de première installation visés à l'article 426/1 du Code décretaal, il est octroyé, à dater du jour de l'agrément à durée indéterminée et pendant deux années consécutives, une subvention de 20.000 euros à l'association exerçant son activité sur une commune dont la densité de population est inférieure à 150 habitants au kilomètre carré ou dont l'ISADF visé à l'article 1533/2 est supérieur à la moyenne, ce afin de lui permettre de disposer de l'équipe visée à l'article 422 du Code décretaal et de mettre en œuvre les missions définies par le plan d'actions. ».

Art. 12. L'article 1558 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1558. Lorsque le siège d'activité de l'association est localisé sur une commune dont la densité de population est inférieure à 150 habitants au kilomètre carré, il est octroyé 2.000 euros à cette association. ».

Art. 13. Par dérogation, les associations ayant obtenu un agrément entre le 1^{er} janvier 2014 et le jour de l'entrée en vigueur de l'article 1553/1 du Code réglementaire bénéficient de la subvention visée à l'article 1553/1 du même Code.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203369]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de bepalingen van het Waals Regelgevend Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de verenigingen voor geïntegreerde gezondheid

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, artikelen 419 tot 433;

Gelet op het Waals regelgevend wetboek van sociale actie en gezondheid;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de la Santé" (Waalse Gezondheidscommissie), gegeven op 20 december 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 november 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 november 2013;

Gelet op het advies nr. 55.887/4 van de Raad van State, gegeven op 28 april 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.**Art. 2.** Het Waals regelgevend wetboek van sociale actie en gezondheid, tweede deel, boek 7, Titel 7, Hoofdstuk 2, wordt aangevuld met een afdeling 1/1, die de artikelen 1533/1 en 1533/2 inhoudt, luidend als volgt :

« Afdeling 1/1. Programmering.

Art. 1533/1. De programmering wordt jaarlijks op 1 januari opgemaakt voor de verenigingen die op 1 augustus van het jaar dat eraan voorafgaat een volledige erkenningsaanvraag hebben ingediend overeenkomstig de artikelen 1534 en 1534/1, § 1.

Het aantal verenigingen die op basis van de programmering erkend kunnen worden wordt bepaald naar gelang van de begroting die voor het lopende jaar beschikbaar is.

Art. 1533/2. § 1. Als het aantal erkenningsaanvragen hoger is dan het aantal verenigingen waarin artikel 1533/1, tweede lid, voorziet, worden de erkenningen onder de verenigingen verdeeld op grond van criteria die in volgende voorrangorde ingedeeld zijn :

1^o de vereniging die haar activiteit uitoefent op het grondgebied van een gemeente waarvan minder dan 15 percent van de bevolking door de erkende verenigingen voor geïntegreerde gezondheidszorg bediend wordt, met dien verstande dat een gemeente waarvan het dekkingspercentage gelijk is aan 15 percent of meer geacht wordt de programmering te hebben bereikt;2^o de vereniging die haar activiteit cumulatief uitoefent :

a) in een gebied met een specifieke geografische afbakening waar het aanbod aan algemene geneeskunde ontoereikend is, overeenkomstig de lijst bijgewerkt door het RIZIV krachtens het koninklijk besluit van 23 maart 2012 tot oprichting van een Impulsfonds voor de huisartsengeneeskunde en tot vaststelling van de werkingsregels ervan;

b) op het grondgebied van een gemeente waar de synthetische indicator voor de toegang tot de fundamentele rechten, afgekort « ISADF », bepaald door het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Prospectief en Statistiek), afgekort : « IWEPS », overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie van de steden en gemeenten van Wallonië, wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgedragen, hoger is dan het gemiddelde.

§ 2. Als er op grond van de in paragraaf 1 bedoelde criteria niet kan worden gekozen tussen één of meer verenigingen, wordt de voorrang gegeven aan de vereniging die haar activiteit uitoefent op het grondgebied van de gemeente waar de in paragraaf 1, b, bedoelde indicator de hoogste is.

§ 3. Elke volledige erkenningsaanvraag ingediend door een vereniging die niet in aanmerking werd genomen bij de programmering van het jaar wordt automatisch in aanmerking genomen bij de toepassing van de in paragraaf 1 bedoelde programmeringscriteria van het volgende jaar, mits bijwerking van de gegevens die ze inhoudt. ».

Art. 3. Artikel 1534 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 1534. De erkenningsaanvraag wordt door de vereniging aan de Administratie gericht via elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent.

Bij de aanvraag gaan de volgende stukken :

1^o een vragenlijst, opgemaakt door de Administratie en ingevuld door de vereniging, met minimum de volgende gegevens :

a) het ondernemingsnummer toegewezen na overlegging van de statuten of van de beslissing van de overheid om de vereniging voor geïntegreerde gezondheidszorg op te richten;

b) de lijst van de leden van het beheerscomité, alsook hun hoedanigheid als de vereniging opgericht is op initiatief van een overheid;

c) de sector bediend door de vereniging, de naam van de geheel of gedeeltelijk inbegrepen gemeenten, alsook het aantal betrokken inwoners;

d) de openingsdagen en -tijden van de vereniging;

e) de naam, titels, diploma's en functies van elk lid van de pluridisciplinaire ploeg;

e) de uurregelingen van de activiteiten van elk lid van de pluridisciplinaire ploeg;

g) een beschrijving van het verbindingsmiddel;

h) een plan met de toewijzing en de bestemming van de lokalen;

i) een afschrift van het afvoercontract voor de afval B2;

j) een afschrift van het rapport van de brandweer waarin de ontwikkeling van de activiteit in de lokalen het voorwerp uitmaakt van een gunstig advies;

k) de financiële voorwaarden voor de toegang tot de zorgverlening en de diensten van de vereniging;

l) de modaliteiten tot organisatie van wachtdiensten tijdens de week, de weekends en feestdagen, met inbegrip van de modaliteiten om contact op te nemen met de wachtdienst;

2^o het actieplan bedoeld in artikel 423, §§ 2 en 5, van het Wetboek en in artikel 1545. ».

Art. 4. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 1534/1, luidend als volgt :

« Art. 1534/1. § 1. De Administratie bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het dossier.

Als het dossier onvolledig is, eist de Administratie de ontbrekende documenten op binnen een termijn van tien dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst ervan.

Als de vereniging haar aanvraag niet heeft ingevuld uiterlijk 1 september, wordt de aanvraag onontvankelijk geacht.

De Administratie geeft advies over de erkenningsaanvraag en richt ze uiterlijk 30 oktober aan de vereniging.

De vereniging richt haar bemerkingen aan de Administratie uiterlijk 15 november.

De Administratie stuurt het volledige dossier uiterlijk 30 november aan de Minister, samen met haar advies en de eventuele bemerkingen van de vereniging.

De Minister spreekt zich uit over de erkenningsaanvragen op 1 januari van het volgende jaar.

§ 2. De Administratie organiseert, overeenkomstig de artikelen 1546 en 1547, een inspectie om het actieplan van de vereniging op participatieve wijze te evalueren binnen een termijn van drie jaar, te rekenen van de datum van toekenning van de erkenning.

De conclusies van de inspectie worden binnen drie maanden erna overgemaakt aan de inrichtende macht, die over één maand beschikt om haar opmerkingen te laten gelden.

Als de inspectie een overtreding van de normen vaststelt, past ze desgevallend de in de artikelen 1548, 1549 en 1550 bedoelde procedures toe. ».

Art. 5. § 1. In artikel 1535 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « vermeld in de vorige paragraaf » vervangen door « vermeld in artikel 1534 ».

§ 2. In hetzelfde artikel worden de woorden « de tijdelijke erkenning of » geschrapt.

Art. 6. De artikelen 1536 en 1537 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 7. Artikel 1538 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 1538. De beslissing tot erkenning vermeldt de hoofdzetel van de activiteit, desgevallend de overige zetels van activiteiten, en de bediende sector. ».

Art. 8. In hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1538 een artikel 1538/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1538/1. De Minister legt om de vijf jaar, te rekenen vanaf de datum van de eerste programmering, een stand van zaken van de programmering en de erkende verenigingen aan de Regering over. ».

Art. 9. In artikel 1548, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « of de tijdelijke erkenning » geschrapt.

Art. 10. In artikel 1550 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « of de tijdelijke erkenning of » geschrapt.

Art. 11. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 1553/1, luidend als volgt :

« Art. 1553/1. Om de in artikel 426/1 van het decreetgevend Wetboek bedoelde kosten van eerste installatie te dekken, wordt met ingang op de dag van de erkenning voor onbepaalde duur en gedurende twee achtereenvolgende jaren, een toelage van 20.000 euro verleend aan de vereniging die haar activiteit uitoefent op het grondgebied van een gemeente waarvan de bevolkingsdichtheid lager is dan 150 inwoners per vierkante kilometer of waarvan de in artikel 1533/2 bedoelde ISADF hoger is dan het gemiddelde, zodat ze kan beschikken over de ploeg bedoeld in artikel 422 van het decreetgevend wetboek en de door het actieplan omschreven opdrachten kan vervullen. ».

Art. 12. Artikel 1558 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 1558. Als de activiteitzetel van de vereniging gevestigd is op het grondgebied van een gemeente waarvan de bevolkingsdichtheid lager is dan 150 inwoners per vierkante kilometer, wordt een toelage van 2.000 euro aan die vereniging verleend. ».

Art. 13. Bij wijze van afwijking genieten de verenigingen die een erkenning hebben verkregen tussen 1 januari 2014 en de datum van inwerkingtreding van artikel 1553/1 van het regelgevend wetboek de toelage bedoeld in artikel 1553/1 van hetzelfde Wetboek.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2014.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203381]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'organisation des Directions territoriales de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (le FOREM)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, notamment l'article 26, modifié par le décret du 10 mai 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juin 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juillet 2013;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 5 septembre 2013;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 9 septembre 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 55855/2, donné le 23 avril 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que l'objectif poursuivi par le présent arrêté est de déterminer la répartition territoriale de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé l'« Office »;